

## Synthèse : l'accès aux soins dentaires en France

à l'hôpital public élevés 100 % 34 50 bas bloquer crise économique d'abaisser  
d'augmenter de l'excédent du déficit imposés libérer libres pauvres production  
marchande production non marchande remboursement revenus riches Sécurité Sociale  
un praticien privé

Nombre de patients en besoin de soins dentaires viennent consulter [ ] plutôt que de recourir à une consultation chez [ ]. Cela s'explique par les tarifs trop [ ] des cabinets de ville. En effet, la consultation à l'hôpital est en grande partie l'objet d'un [ ]. Ce fonctionnement relève de la [ ] : le prix payé est inférieure à 50 % du coût de production. Dans les cabinets privés, si les tarifs sont fixés par la [ ] pour certains soins, d'autres comme les soins de prothèses, sont [ ]. Aussi, certains dentistes pratiquent-ils des prix de prestations élevés, bien au delà de la somme remboursée par la Sécurité Sociale.

Si certains praticiens refusent les personnes [ ] (disposant de la CMU : couverture maladie universelle), c'est parce que dans ce cas la loi interdit d'appliquer à ces patients des dépassements d'honoraires. De plus les dentistes doivent respecter un tarif plafonné (maximum fixé) pour les [ ] prothèses dentaires. Les cabinets privés relèvent ainsi de la [ ] puisqu'ils peuvent pratiquer un prix fixé par le marché ou supérieur à 50 % du coût de production. Dans un contexte de [ ], diminuant ou privant de revenus des ménages, un certain nombre de patients sont conduits à retarder ou renoncer aux soins ou à se tourner vers le secteur non marchand, faute d'avoir accès financièrement au secteur marchand. Une première solution serait de [ ] l'ensemble des tarifs mais cela mécontenterait les dentistes qui y verraient une limite à leurs [ ]. Une seconde serait [ ] le remboursement par la sécurité sociale mais celle-ci, pour ne pas créer [ ], devrait augmenter ses ressources (cotisations sociales). La tendance est à la dégradation de la situation puisque si le taux de remboursement des soins dentaires par la sécurité sociale était de [ ] % en 1980, il n'est plus que de [ ] % en moyenne en 2010.